



Face aux canicules : un nécessaire coup de chaud sur nos luttes !

Les températures sont retombées, mais le dôme de chaleur précoce qui nous a fait suffoquer la semaine dernière ne sera pas qu'un lointain souvenir : nous ne sommes même pas encore au début de l'été et avec le changement climatique causé par le capitalisme, ce type de phénomène va devenir de plus en plus fréquent.

**Pour le gouvernement,
comme pour les patrons :
circulez, travaillez, y'a rien à
voir !**

Alors que des records de température étaient atteints un peu partout sur le territoire, pour le gouvernement, il a été urgent... de ne rien faire. Dans les hôpitaux, totalement démunis face à la chaleur, les patients comme le personnel ont subi des températures invivables. Ce sont les soignants qui ont fait tout ce qu'ils pouvaient pour ne pas mettre les malades en danger, utilisant comme toujours la seule ressource à leur disposition : le système D ! Écoles, collèges et lycées sont restés ouverts, entassant les élèves dans des salles de classe dépassant bien souvent les 30 °C. Les épreuves du bac professionnel ont été maintenues. Alors que le bâti scolaire est totalement inadapté pour faire face aux vagues de chaleur, la loi ne fixe aucun seuil maximal de température dans les salles de classe... comme dans le Code du travail. Le ministre de l'Éducation a pu tranquillement affirmer que les fermetures d'établissement devaient rester exceptionnelles. Car dans la société capitaliste, dont la priorité est

l'exploitation, les gosses doivent être gardés, pour que les parents continuent à travailler, pendant que les patrons restent bien au frais dans leurs salons climatisés. Pour Tabarot, ministre des Transports : « L'État n'est pas responsable de tout sur tous les sujets. Il y a les acteurs locaux aussi. » Farandou, ministre du Travail, a assuré faire confiance aux entreprises du BTP pour préserver la santé des ouvriers en période de forte chaleur... On devrait compter sur l'empathie des patrons qui nous exploitent toute l'année pour nous protéger ! Et c'est pour cela que chaque année, plus de 700 travailleurs meurent au travail, notamment à cause de la chaleur, comme ce jeune couvreur de 19 ans, mort d'hyperthermie dans la Drôme la nuit de jeudi à vendredi dernier.



Pour nous protéger, à nous de réagir collectivement

De fait, cette semaine a été éprouvante : après des nuits tropicales, dans des appartements qui sont bien souvent des bouilloires thermiques en été, il a fallu prendre les transports étouffants et travailler comme si de rien n'était. Dans les transports en commun, rien n'impose aux sociétés exploitantes de prévoir



une climatisation, et, du fait du manque de moyens d'entretien, elle est souvent hors service. Plus de 40 °C ont été relevés dans des TER, comme dans les cabines de conduite des bus. Trains et tramways sont tombés en panne. L'année dernière en juin, lors d'une vague de chaleur, des grèves et des droits de retrait avaient été organisés par les travailleurs du transport. Cette année, il y a aussi eu des réactions. Par exemple un débrayage a éclaté au technicentre industriel SNCF de Rouen Quatre Mares : pas question de travailler sous plus de 40 °C, alors que la clim' des bureaux des chefs renvoyait directement son air chaud... dans les ateliers des ouvriers !

Le capitalisme, avec son mode de production effréné et la pollution qu'il génère, détraque le climat. Il faudra le renverser pour que la planète reste vivable. En attendant, pas question d'en payer le prix par notre santé et même nos vies. Alors, à nous d'imposer ce qui est nécessaire : des pauses supplémentaires, de quoi nous rafraîchir, ou refuser de travailler lorsque cela nous met en danger. L'action collective, voilà bien le seul moyen de nous protéger !



Toutes et tous en grève le 10 juin

Les fédérations syndicales cheminotes appellent à une grève nationale le mercredi 10 juin. Elles dénoncent les projets de la direction de nous faire travailler plus alors que la corde est déjà usée et revendiquent des augmentations de salaires face au coût de la vie en hausse. Une occasion à saisir pour affirmer notre ras-le-bol qui couve depuis des mois sur tous ces sujets et bien d'autres !

Comment les faire plier ?

Un jour de grève carrée n'y suffira pas mais c'est une première occasion pour discuter entre nous en assemblée générale et nous organiser collectivement... et, qui sait, donner envie à d'autres travailleurs, cheminots et non cheminots, de s'y mettre ! Car c'est bien d'un mouvement d'ensemble que l'on a besoin pour mettre à l'ordre du jour nos intérêts de travailleurs, à commencer par une augmentation générale des salaires contre l'inflation.

CDG Express : une réussite à quel prix ?

La direction de SNCF Réseau se vante aujourd'hui de la mise en service « réussie » de la phase PCD6, présentée comme l'une des étapes majeures du projet CDG Express. Mais derrière les discours triomphants, la réalité est bien différente. Ce projet, qui a nécessité des années d'études dans des conditions de moins en moins acceptables, est le produit d'une politique des transports à deux vitesses : des milliards d'euros sont engloutis dans un train conçu pour une clientèle privilégiée reliant l'aéroport Roissy CDG à Paris,

tandis que les usagers du RER B continuent de subir chaque jour retards, suppressions de trains et conditions de voyage dégradées. Avec un investissement bien moindre, il aurait été possible d'améliorer durablement une ligne essentielle pour des centaines de milliers de voyageurs.

Foot : la police trouble-fête

Une véritable avalanche d'inquiétudes sécuritaire s'abat dans les médias depuis la victoire du PSG le 30 mai. À les écouter nous étions en pleine guerre urbaine. Les coupables sont tous trouvés : les jeunes des quartiers populaires et particulièrement ceux issus de l'immigration. Les sous entendus racistes ne sont jamais loins.

Cependant, leur discours apocalyptique s'effondre quand on gratte un peu : ce sont davantage les forces policières qui s'en sont donné à cœur joie en gazant, matraquant et embarquant tous ceux qui avaient le malheur d'avoir trop de mélanine. La justice a poursuivi cette basse besogne avec son lot de condamnations, le tout sous la seule preuve de témoignages incohérents des policiers.

Face à ces institutions perméables au pire, rejetons l'enfumage médiatique de Bolloré and co !

Bolivie : Paz, dégage !

Depuis son arrivée au pouvoir en novembre 2025, Rodrigo Paz a mis en œuvre un ensemble de réformes économiques et politiques au service du patronat, livrant des ressources stratégiques et faisant payer la crise aux travailleurs et aux classes populaires. La riposte ne s'est pas faite attendre : mineurs,

enseignants, paysans et peuples autochtones organisent des blocages, des grèves et des mobilisations massives dans tout le pays. Tandis que la droite et les secteurs patronaux réclament des mesures d'exception pour écraser la contestation, l'exigence pour la démission de Paz gagne du terrain au sein de la classe ouvrière. De plus en plus de travailleurs exigent que le pouvoir passe à la COB et à l'alliance ouvrière, paysanne et populaire forgée dans les luttes. Toute notre solidarité avec la lutte du peuple bolivien !

Moins de Rafales, plus de trains

Pendant les fortes chaleurs, la SNCF a annoncé des suppressions de trains sur certaines lignes. Elle motive ces suppressions par le fait que « la conception ancienne des voitures Corail ne leur assure pas la même robustesse que celle des trains plus récents dans certaines conditions météorologiques ». Dans le même temps, les sénateurs proposaient une nouvelle rallonge du budget militaire, afin de le porter à 450 milliards d'euros d'ici 2030 pour commander plus de Rafale et de frégates...

Airbus : la grève a décollé

Vendredi dernier, des centaines de salariés d'Airbus ont débrayé sur plusieurs sites (Toulouse, Marignane, Méaulte, Le Bourget), puis encore 100 à Toulouse lundi, révoltés par la rapacité de leur patron qui veut leur sucrer 200 € par mois. En effet, malgré les 5,2 milliards de bénéfices records l'an dernier, la direction ne veut pas leur verser leur prime annuelle de 2400 €. La direction serait désormais prête à lâcher 500 €, ce n'est pas cela qui va faire atterrir la colère des salariés...